

suite de présenter une mesure plus appropriée en vue d'établir une réserve toujours normale. Dans l'intérêt des Canadiens et afin de nourrir les affamés dans le monde entier, il y a lieu d'établir dans notre pays une réserve toujours normale.

J'aimerais parler brièvement des effets qu'aura, à mon sens, sur la situation mondiale le programme énoncé dans la motion. Nous voulons tous, j'en suis sûr, que l'écoulement se fasse de façon méthodique. Les cultivateurs de l'Ouest canadien ont donné leur adhésion à un tel programme et appuient la Commission canadienne du blé depuis des années. Nous pensons que l'ancien régime de vente sous la direction de la Bourse des céréales de Winnipeg ne favorisait pas les intérêts des cultivateurs de l'Ouest, ni, de fait, ceux des Canadiens en général. Lorsque nous de la CCF exprimons à la Chambre les opinions des cultivateurs de l'Ouest, nous rendons service à tous les Canadiens, quelle que soit leur occupation. Qu'on vive en Colombie-Britannique ou en Nouvelle-Écosse, on verra son revenu et son niveau d'existence baisser à moins que ceux qui travaillent dans le vaste grenier de l'Ouest, produisant du blé pour nourrir notre peuple et alimenter nos exportations ne soient traités équitablement. Il faut que le Gouvernement se réveille et voit qu'en ce qui concerne notre commerce du blé et nos échanges internationaux, il y a lieu de constituer une réserve de céréales qui nous servira de point de départ pour les accords à long terme que nous concluons avec d'autres pays. À mon avis, il est plutôt présomptueux de la part du Gouvernement de s'attendre que les pays importateurs signent avec nous des ententes de longue portée si le Gouvernement et le pays ne sont pas prêts à garantir la livraison des céréales aux États parties à l'entente.

Voilà la situation telle qu'elle s'est présentée jusqu'ici. Nous n'avons pas de programme. La lourde tâche de cultiver le blé et de l'emmagasiner retombe entièrement sur les cultivateurs de l'Ouest. Je suis heureux que le Gouvernement ait cru bon d'aller au moins jusque là. Je crois que chacun de nous se rend compte qu'une lutte acharnée se livre dans le monde. C'est la guerre des idéologies, un combat dans lequel la doctrine qui s'emparera de l'imagination des hommes remportera la victoire. Si nous nous unissons à d'autres pays afin d'obtenir la création d'une banque internationale des vivres à laquelle il serait possible de recourir pour ravitailler les peuples affamés, nous accomplirons plus dans l'intérêt de la démocratie et de la liberté générale que ne le pourront toutes les munitions de guerre que nous

[M. McCullough (Moose-Mountain).]

puissions jamais produire. Je suis très heureux de constater que la mesure nous offre enfin la toute première orientation en ce sens.

Je reconnais qu'il faut sur le plan international une collaboration entre nations; mais une raison peut-être pour laquelle nous n'avons pas réussi jusqu'ici dans ce domaine, c'est que nous n'avons jamais été prêts à faire la même chose chez nous. Il m'arrive parfois de penser que le Gouvernement s'intéresse davantage à maintenir un régime fosile, je veux dire le régime capitaliste, celui de l'entreprise libre. Il ne reste que très peu d'entreprises libres. J'aurais pu apporter à la Chambre une pile de rapports d'enquêtes entreprises en vertu de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions qui auraient démontré clairement qu'il reste très peu d'entreprises libres mais qu'il existe par ailleurs de la collusion en vue de fixer les prix; ainsi, l'entreprise libre a été supprimée à peu près complètement chez nous.

Pour en revenir au domaine international et à la banque mondiale des vivres, je crois que les produits alimentaires peuvent bien être en dernier ressort le facteur qui décidera si nous aurons un monde libre ou esclave. Je suis très heureux d'appuyer le projet de résolution.

M. Decore: Monsieur le président, avant de dire quelques mots sur le projet de résolution, je voudrais me reporter à la nouvelle que le premier ministre a annoncée avant 6 heures et profiter de l'occasion pour féliciter les honorables députés de Davenport et de Richelieu-Verchères de leur nomination au poste d'adjoints parlementaires.

Je suis sûr d'exprimer le sentiment général quand je dis que le choix du premier ministre, non seulement est sage, mais emporte l'approbation de tous les députés, où qu'ils siègent. Je souhaite à ces deux jeunes députés le plus vif succès dans leurs nouvelles et plus lourdes fonctions.

Quant au projet de résolution dont nous sommes saisis, il est vraiment très réconfortant, après ce que nous avons entendu au sujet du blé ces deux derniers jours, d'entendre les représentants de Prince-Albert et d'Assiniboia déclarer que le Gouvernement a adopté la bonne solution. Si le Gouvernement est au pouvoir depuis vingt ans, s'il jouit de la confiance de la population d'un bout à l'autre du pays, c'est qu'il sait toujours adopter la bonne solution.

Tous, y compris l'opposition, savent que le Canada peut se féliciter d'avoir un homme du calibre du ministre du Commerce pour s'occuper en ce moment du problème du blé, problème d'une ampleur internationale qui ressemble beaucoup à celui avec lequel nous étions aux prises au début des années 30. Nous constatons que la Commission du blé